



Syndicat National du Trésor

Déclaration des Fédérations des Finances
CGT - FDSU - FO - CFDT - UNSA

TOUTES ET TOUS EN GREVE

Les fédérations des finances CGT, FDSU, FO, CFDT, UNSA, appellent l'ensemble des personnels du MINEFI à s'inscrire dans la journée de grève du 4 octobre prochain initiée par l'ensemble des organisations syndicales et à participer aux manifestations dans les départements.

- Pour l'emploi et la lutte contre la précarité
- Pour le pouvoir d'achat, des salaires, des pensions et allocations
- Pour le progrès des droits collectifs et individuels
- Pour la défense et la reconquête des services publics
- Et imposer d'autres choix à Bercy !

Restant sourds aux revendications exprimées par les salariés, le gouvernement comme le patronat font le choix d'entraîner toujours plus le monde du travail dans une spirale de régression et de démolition sociales.

Ainsi, sont notamment à l'ordre du jour : le Contrat Nouvel Embauche, la mise en œuvre d'un arsenal particulièrement répressif contre les privés d'emploi, une réforme fiscale régressive, l'affaïssement des services publics passant par une nouvelle suppression de plusieurs milliers d'emplois, la régression du pouvoir d'achat...

La réforme de l'impôt sur le revenu signifie :

- Un nouvel affaiblissement de la progressivité de l'impôt, au détriment de la redistribution des richesses produites et détenues.
- Une nouvelle attaque contre le financement de politiques et de services publics indispensables à la cohésion sociale et territoriale.

Les attaques portées par la commission européenne et relayées par le Gouvernement contre les moyens accordés aux mutuelles peuvent aboutir à la destruction de la protection sociale complémentaire des fonctionnaires.

Comme l'ensemble des salariés et des citoyens, les agents du MINEFI doivent se mobiliser, dans l'unité la plus large, pour s'opposer à la dégradation de leurs conditions de vie professionnelle et personnelle.

Cet été encore, c'est par le mépris que les Ministres ont traité les revendications exprimées par les personnels. Le CTPM du 7 juillet n'aura été qu'une suite d'annonces ravageuses pour :

- L'emploi (2608 suppressions d'emplois au titre du PLF 2006).
- L'évolution des missions et leurs conditions de mise en œuvre.
- Les conditions de travail.
- La qualité du service public.

Les fédérations des finances CGT, FDSU, FO, CFDT, UNSA, estiment nécessaire d'inscrire l'action dans la durée, pour construire les conditions du succès de leurs revendications.

Paris, le 21 septembre 2005